

Questions orales

L'hon. Gilles Loiseau (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je résiste à la tentation de dire à la députée que je suis sensible à ce problème parce que je suis moi-même propriétaire d'un joli petit animal. Là n'est pas la question.

Elle ne tient pas compte du fait que, lorsque la TPS s'appliquera, les vétérinaires ne paieront plus les intrants qu'ils paient aujourd'hui. Il en résultera une baisse sensible des prix.

* * *

LA LITUANIE

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne le climat politique de plus en plus tendu en Lituanie et les inquiétudes que soulève l'exigence de M. Gorbatchev que les Litvaniens rendent les armes dans un laps de temps donné.

Il me semble qu'on fait ainsi passer les Litvaniens pour un peuple violent que l'Union soviétique se doit de désarmer. Les Litvaniens ont longtemps lutté pour leur indépendance et l'ont obtenue de façon remarquablement pacifique, au moyen d'élections libres et justes et par déclaration d'un Parlement librement et justement élu, etc., sans violence aucune.

• (1440)

J'ose croire que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aura le courage de rejeter, au nom du gouvernement canadien, cette fausse image d'un peuple lituanien cherchant à régler sa destinée dans le sang, alors que les Litvaniens ont toujours choisi et se proposent de toujours choisir la voie démocratique.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la Chambre conviendra de deux choses, je crois. D'abord et comme l'a dit le député, le peuple lituanien a fait preuve d'une volonté remarquable de faire triompher la paix et la démocratie.

Ensuite, l'Union soviétique devrait le reconnaître et en tenir compte dans ses décisions.

Nous sommes préoccupés par les pressions que l'Union soviétique exerce sur la Lituanie. Maintes fois, nous avons convoqué notre ambassadeur en Union soviétique. Je me réjouis de l'occasion que me fournit le député d'exprimer publiquement à l'Union soviétique ce point de vue, que je crois partagé par tous les députés. Je vais l'exposer dans mes lettres à M. Chervadnadze, avec qui je suis déjà en contact au sujet de cette affaire.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, il me semble qu'une partie du problème réside dans le fait que le Parlement lituanien estime que, pour obtenir la reconnaissance internationale qu'il recherche, ses déclarations d'indépendance doivent s'accompagner de signes d'indépendance manifestes comme des patrouilles frontalières, des bureaux de douane et ainsi de suite. J'ai l'impression que cela fait obstacle aux négociations avec l'Union soviétique sur les façons de réaliser l'indépendance.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures cherche-t-il, au sein même du gouvernement canadien ou en consultation avec d'autres pays, des moyens de reconnaître le processus d'indépendance en Lituanie sans qu'il faille attendre que tous ces signes d'indépendance se manifestent? Il me semble que cela constitue un obstacle à la réalisation même de cette indépendance.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, c'est là une suggestion très intéressante dont je vais certainement tenir compte.

Vu la nature non partisane des discussions à ce sujet à la Chambre, les membres du comité tripartite qui s'est rendu en Lituanie pourraient m'être utiles en me faisant part de leur opinion. Je compte également tenir des consultations informelles avec les membres du comité permanent quant aux initiatives pratiques que le Canada pourrait prendre à cette fin.

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme). Dans le mémoire du Conseil du patronat du Québec, adressé aux députés du Québec à Ottawa, le patronat est très inquiet des risques économiques de la TPS, de sa complexité administrative et de ses coûts pour la petite entreprise. Est-ce que le ministre